

COMMUNIQUÉ DE RENTRÉE 2018
ÉCOLE PUBLIQUE ÉLÉMENTAIRE ANGÉLIQUE MOUNIER :

CONSTRUCTION D'UN NOUVELLE ÉCOLE POUR 2019,
MAIS FERMETURE D'UNE CLASSE EN 2018,
QUELLE LOGIQUE POUR L'ÉDUCATION PUBLIQUE À LIMERZEL ?

Nous nous sommes rendus compte que PERSONNE ne défendra notre école publique à notre place !

Aussi, pour cette rentrée 2018, NOUS, Les Enfants, Parents et tous les défenseurs de l'École Communale Publique de Limerzel entrons en mobilisation contre l'aberrante menace d'une décision de fermeture de classe dans notre école par le Ministère de l'Éducation Nationale, alors même qu'une école neuve financée en partie par l'État ouvrira ses portes en 2019 ! Celui-ci ne se tirerait-t-il pas ainsi financièrement une balle dans le pied ?

La municipalité de Limerzel vient en effet de parvenir à réunir l'important budget nécessaire à la construction d'un nouveau bâtiment répondant aux normes actuelles et d'un parking favorisant la circulation sécurisée aux abords de l'école, soit près de 600 000€, bel effort pour une petite Commune de 1350 habitants ! Cette école neuve accueillera les élèves dès Septembre 2019 mettant ainsi fin à 14 années de scolarisation en préfabriqués pour nos CE1-CE2 et CM1-CM2. Préfabriqués qui n'ont pas favorisé « l'image et l'attractivité » (comme disent certains aujourd'hui) de notre école publique clairement en surcharge, provoquant ainsi injustement une évaporation lente de nos effectifs vers le privé ces dernières années.

Il est vrai que dans le public, on a pas l'habitude de faire de la « pub » et de la « Com » comme cela se fait dans le privé où l'inscription d'enfants peut s'apparenter à un démarchage quasi commercial beaucoup plus prosélyte et virulent. Pourtant, on ne le dit pas assez : les Parents d'élèves élus ou non, l'Association des Parents d'Élèves et l'équipe enseignante de notre école ouverte et laïque se battent pour assurer une qualité d'enseignement et d'accueil au quotidien, avec un taux d'encadrement qualitatif dans un cadre sécurisé, et mener chaque année des projets d'école innovants assurant à nos enfants la joie et l'envie d'apprendre. La qualité de l'enseignement en école publique ne se juge heureusement pas, ni à la qualité de ses plaquettes de Com, ni aux façades de bâtiments entretenus selon les critères de la rigueur imposée aux collectivités territoriales cette dernière décennie. Et nous prenons conscience depuis peu des ralentissements imposés aux investissements scolaires publics découlant mécaniquement de l'obligation pour la Commune de financer une école privée via ce qu'on appelle le « forfait communal » de la Loi Debré 1959.

ALORS ce n'est qu'un juste retour de notre « patience » d'école publique que de faire enfin « peau neuve ».

C'est DONC dans ce contexte que nous avons appris du nouvel inspecteur de notre circonscription qu'une décision de fermer ou non une classe à Limerzel ne sera pas basée uniquement sur des critères chiffrés (on nous avait laissé croire qu'il ne nous manquait que 3 ou 4 élèves par rapport à un seuil) mais sur une décision du Directeur Académique après un avis de la Commission Administrative Paritaire Départementale (CAPD) « jonglant » avec des critères et des vases communiquant au niveau départemental, le lendemain de la rentrée. Nous n'avons pas forcément à en saisir tous les tenants et les

aboutissants arithmétiques. Car certainement les dotations en postes sont décidées antérieurement et à un niveau « supérieur ». Toujours est-il que cette décision apparaît à notre humble niveau d'ores et déjà comme incohérente et absurde. Qui DEVRAIT défendre l'école publique d'une privatisation rampante dans l'aménagement du territoire si ce n'est le Ministère de l'Éducation Nationale ? Qui en répondra si ce n'est le ministre ? Et qu'avons nous en tant que simples citoyens si ce n'est notre mobilisation pour nous faire entendre ?

On évoque une baisse démographique dont le Ministère fait semblant de profiter pour supprimer des postes et notre 4^{ème} classe. N'aurait-on pas pu en profiter pour améliorer les « taux d'encadrement » et les mettre à la hauteur des discours accumulés sur l'éducation et l'avenir ? Et nous nous interrogeons. Ne serait-ce pas plutôt pour pallier au déficit de dotation en postes et en financement d'une politique nationale de dédoublement des classes de CP et CE1 (effectifs réduits à 12 par classe en milieu urbain dit REP) ? Cette dernière mesure serait certes tout à fait légitime pédagogiquement et en matière de correction des inégalités, si elle ne consistait pas finalement « à déshabiller Paul résidant en zone rurale pour habiller Pierre en zone prioritaire urbaine ». Ironie de notre sort : il y a peu encore, Limerzel était en zone prioritaire académique dite RRS (Réseau de Réussite Scolaire), témoignant du fait qu'elle a pu et peut encore accueillir des publics en « difficulté sociale ». Mais au moment où nous en avons le plus besoin le parapluie ne fonctionne plus ! Pour résumer, nous trouverions juste que les écoles rurales de la République ne soient pas la variable d'ajustement d'une mesure a priori juste mais insuffisamment financée.

Aujourd'hui, à Limerzel, on fermerait une classe pour seulement 3 ou 4 élèves manquants à la rentrée (voire moins car deux se seraient signalés pour arriver en cours d'année scolaire suite à notre mobilisation !), alors que certains témoignages d'enseignants nous assurent qu'il faudrait au moins 18 élèves pour en ré-ouvrir une et que ce serait, qui plus est, très difficile en Morbihan ! Voilà notre inquiétude ! Combien d'années supplémentaires à subir des sureffectifs dans des classes à 3 niveaux et quel « coût supplémentaire en terme d'image » pour notre école ? La fermeture d'une classe pourrait apparaître comme un message entérinant fallacieusement la fuite vers le privé comme un phénomène durable et légitime. Il faudrait ensuite à l'école publique dépenser une énergie supplémentaire inutile pour « regagner » un poste perdu la veille.

Nous disons ÇA SUFFIT !

Concrètement, si fermeture d'une classe il y avait, nous devrions faire basculer toutes les classes en triple niveaux répartis comme suit : 24 en TPS-PS-MS, 23 en GS-CP-CE1, 25 en CE2-CM1-CM2. La qualité de l'enseignement s'en trouverait forcément impactée par rapport à un enseignement à 4 classes en double niveau, car avec un effectif qui augmente, faire un cours en triple niveau à 25, c'est un peu la double peine ! Ce n'est pas un triple niveau à 13 ! De plus le triple niveau CE2-CM1-CM2 s'annoncerait cette année d'ores et déjà trop nombreux pour se tenir dans la salle du préfabriqué dotée d'un tableau numérique, les groupes de niveaux seraient rendus impossibles, une partie du matériel et mobilier pédagogique devrait être déménagé pour ne pas que la sécurité en pâtisse ! En milieu rural, on nous y sensibilise : quelle est la norme au m² pour préserver le bien-être de nos enfants dans les bâtiment d'élevage publique ?

CETTE DÉCISION À TOUS LES NIVEAUX NE SERA PAS ANODINE !

Derrière le flou de vos chiffres et l'abstraction de vos critères, il y a vos choix, et ils

ont des conséquences absurdes et dommageables sur la scolarité de nos enfants. On ne peut entrer en empathie avec une arithmétique de l'injustice. Pour nous, ce n'est pas une rentrée comme les autres.

C'est pourquoi C'EST D'UNE PROFONDE COLÈRE QUE NOUS INSURGEONS CONTRE CETTE ABSURDE ET INCOHÉRENTE MENACE DE FERMETURE DE CLASSE DANS NOTRE ACTUELLE ET FUTURE ÉCOLE ET QUE NOUS PRÉPARONS LES MOYENS DE NOUS Y OPPOSER CONCRÈTEMENT. CE COMMUNIQUÉ A POUR BUT DE FAIRE ENTENDRE NOS ARGUMENTS et leur caractère raisonnable DANS L'ESPACE PUBLIC MÉDIATIQUE DÈS CE LUNDI 3 SEPTEMBRE ET ULTÉRIEUREMENT SI CELA S'AVÉRAIT NÉCESSAIRE.

NON AU YOYO DÉMOGRAPHIQUE POUR LES ÉCOLES RURALES DE LA
RÉPUBLIQUE
ET NON À LA PRIVATISATION RAMPANTE DE L'ÉDUCATION
À LIMERZEL COMME AILLEURS,

OUI AU MAINTIEN DE NOTRE 4ÈME CLASSE.
POUR DES EFFECTIFS QUALITATIFS ADAPTÉS AUX INFRASTRUCTURES ET À
LA PROBLÉMATIQUE RURALE DES CLASSES À PLUSIEURS NIVEAUX !

Des Parents de l'École Publique ANGÉLIQUE* DIABLEMENT ÉNERVÉS !
ÉCOLE COMMUNALE RURALE
DE LA RÉPUBLIQUE

*Mounier